

Zeitschrift:	Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber:	Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band:	81 (2001)
Heft:	12-1
Artikel:	Ce capitalisme qui sépare l'Europe et les Etats-Unis ... : entretien avec M. Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du Monde diplomatique
Autor:	Ramonet, Ignacio / Wirth, Michael
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-166437

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 08.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Ignacio Ramonet

CE CAPITALISME QUI SÉPARE L'EUROPE ET LES ÉTATS-UNIS...

Entretien avec M. Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du Monde diplomatique

La France semble aujourd'hui le seul pays de l'Union européenne à opposer tout le poids de sa civilisation contre l'influence américaine. Quelles sont les racines historiques de cette influence d'un côté et de ce rejet de l'autre? Trouver une réponse à ces questions signifie mener une réflexion sur la genèse des diverses formes de capitalisme en France, en Allemagne et aux Etats-Unis. Michael Wirth a rencontré à Paris Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du Monde diplomatique, qui a consacré de nombreux articles aux rapports qu'entretiennent les Etats-Unis avec l'Europe.

Michael Wirth: Pour les Pilgrim Fathers et les générations suivantes d'émigrés européens, l'Amérique du Nord était la terre promise – même au sens biblique du terme, car en ce qui concerne le premier drapeau des Etats-Unis, les 12 étoiles furent comparées au 12 tribus israélites, le carré bleu fut comparé aux eaux du Jourdan. La séparation qui s'effectuait avec l'Europe fut nette et irréversible et ce n'est qu'au 20^e siècle qu'un nouveau rapprochement a eu lieu, dû aux deux guerres mondiales qui ramenaient la présence américaine sur le Vieux Continent. Peut-on, en dehors des intérêts politiques liés à ce retour, également constater un rapprochement des mentalités?

Ignacio Ramonet: Il est vrai que les Etats-Unis sont la création d'une idéologie de rupture avec l'Europe – je parlerais même de l'utopie des émigrés puritains anglais de créer une sorte d'Anti-Europe de la libre pensée et des possibilités économiques illimitées, une utopie qui, encore dans les premières décennies du vingtième siècle, a attiré des millions d'émigrés du Vieux continent. En Europe, on se trouve confronté pour la première fois à ce modèle au lendemain de la Première Guerre mondiale quand les Américains, suite à leur victoire, ont commencé à considérer ce continent comme une partie de leur importante sphère d'influence. Il y avait, dans la première moitié du 20^e siècle, en dehors de la voie américaine, deux grands débats idéologiques et politiques qui interpellaient les

gens: le fascisme et le communisme. Le fascisme va très vite apparaître comme une menace, surtout à travers les revendications hitlériennes et la guerre civile en Espagne. Le communisme, quant à lui, perd en grande partie de son attrait pour la classe ouvrière et de nombreux intellectuels dès la fin des années 1930 quand le caractère dogmatique, l'exclusion et les purges du système stalinien ne peuvent être dissimulés plus longtemps.

Parmi ces trois voies – capitalisme de choc, communisme et fascisme –, toutes étrangères aux grandes traditions philosophiques de l'Europe, les pays européens de l'Ouest choisissent, à partir de 1945, la voie américaine, qui se révèle suffisamment flexible pour s'adapter aux données de tout système politique, qu'il soit monarchique ou républicain.

Au 19^e siècle, Alexis de Tocqueville s'est montré à la fois fasciné et dégoûté par ce drôle de parallélisme d'une démocratie de masse et la primauté de l'individualisme en Amérique. En effet, les contrastes qui ont marqué l'histoire des Etats-Unis et celle de l'Europe ne pourraient pas être plus marqués: l'individualisme américain versus le collectivisme européen, l'économie agricole du Vieux Contient versus l'industrie lourde du nouveau monde, le catholicisme versus le calvinisme, etc. Quelle est selon vous, aujourd'hui, la différence fondamentale entre la culture politique des Etats-Unis et celle de l'Europe et de la France en particulier?

Aujourd’hui, bien des différences se sont largement estompées. Cependant, un certain nombre de divergences dues à des évolutions historiques distinctes se maintiennent. Malgré tout, en Europe, les citoyens restent attachés à ce que nous appelons la nation, même s'il est vrai que la France est le pays le moins national en Europe au sens ethnique du terme. Aux Etats-Unis en revanche, ce qui compte, c'est la citoyenneté, ce n'est pas la nationalité. Deuxième grande différence: le fédéralisme, américain alors que la France est centraliste. Malgré les tendances fédéralistes des Girondins pendant la Révolution française, la France est restée très jacobine et a poussé très loin l'uniformisation des lois, des grandes décisions en matière culturelle et technologique. Et même si en France aujourd’hui la décentralisation, et des revendications d'une certaine forme de fédéralisme se manifestent d'une façon vivace, la France a certaines difficultés de suivre ce modèle-là.

Ronald Reagan, Président des Etats-Unis en 1981, quand en France le premier gouvernement de gauche sous Mauroy s'installe à Matignon a vivement protesté contre la participation de ministres communistes au gouvernement français. Les communistes français quant à eux se sont toujours opposés à ce que le capitalisme à la française se fasse avaler par le capitalisme à l'américaine. Quelles sont les particularités du capitalisme à la française?

Malgré le puritanisme philosophique de base aux Etats-Unis, l'argent et le pouvoir ont toujours gouverné, les dirigeants politiques étant en général au service de ce qu'on appelle aux Etats-Unis «la libre entreprise». C'est-à-dire, on part du principe que l'effort de la nation est essentiellement conduit par des entrepreneurs pas du tout ou peu limités dans leur rayon d'action. La planification de la productivité industrielle telle que la période Roosevelt l'a connue n'est pas la norme et constitue plutôt une exception. En Europe, c'est l'inverse. C'est traditionnellement la politique qui pilote l'économie. Ce sont les dirigeants politiques qui encadrent les dirigeants économiques et c'est l'Etat qui prend les grandes décisions en matière de planification, de réglementation et d'organisation de la vie économique et construit ainsi le cadre dans lequel se développe la vie économique.

*En Europe,
c'est
l'inverse.
C'est
traditionnel-
lement la
politique qui
pilote
l'économie.*

*La France
ne considère
donc pas
l'usage
de l'anglais
comme une
fatalité.*

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme à la française s'est caractérisé essentiellement par l'importance du secteur public. Toutefois, c'est *de Gaulle* qui a voulu les nationalisations qui se sont produites après la guerre et il a été soutenu en cela, bien entendu, par les communistes. A la différence des Etats-Unis, où l'Etat n'est pas, directement, un acteur de premier plan, l'Etat français était il y a quelques années encore à la fois un grand investisseur, patron et employeur à la tête d'un vaste secteur public; et on parlait d'une économie capitaliste «de type mixte». Avec les privatisations survenues ces dernières années, les choses ont changé et dans le cadre de la politique européenne, la France s'est engagée à poursuivre ces privatisations. En dehors du rapprochement de ces deux systèmes il ne faut pas oublier ce que l'économiste français *Michel Albert* appelle le «capitalisme rhénan». Il y a deux particularités qui caractérisent le capitalisme à l'allemande. D'un côté, nous avons affaire à une union très hermétique entre banques et industries pilotes, ce qui rend presque impossible pour une grande firme étrangère d'entrer dans le capital d'une firme allemande. On se souvient encore les tentatives difficiles mais finalement couronnées de succès de Vodafone d'obtenir le contrôle sur Mannesmann. De l'autre côté, le capitalisme allemand se distingue par la participation des salariés dans les conseils d'administration.

La France me semble aujourd'hui le seul pays de l'Union européenne à opposer tout le poids de sa civilisation contre l'influence anglo-saxonne. Je pense à l'initiative de Jacques Toubon, l'ancien ministre français de la culture, d'interdire l'usage de termes anglais dans des situations officielles.

Après tout, il y a bientôt 200 ans, depuis la défaite de Napoléon en 1815, que les Anglo-saxons dominent le monde. En Occident, on est passé de l'hégémonie des Anglais à celle des Américains. La vie des affaires, les sciences, la technologie sont – certes pas exclusivement – mais largement dominées par l'anglais. La France offre une résistance d'abord en raison même de ce que le français représente à l'échelle du monde, c'est-à-dire la communauté francophone, notamment en Afrique. La France a fourni au monde la langue diplomatique,

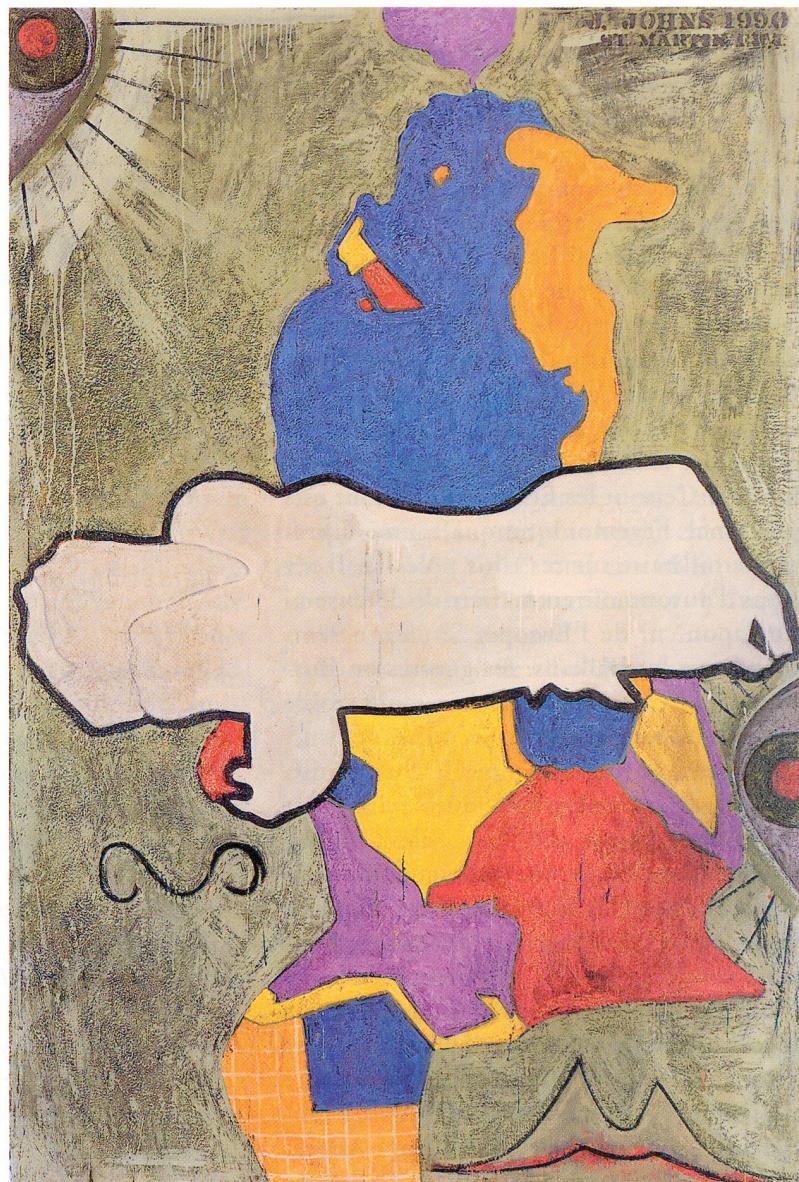
la langue de la philosophie du 18^e siècle, etc. Elle ne considère donc pas l'usage de l'anglais comme une fatalité. C'est à ce titre-là que la France conduit une politique volontariste à la fois de présence du français dans le monde en soutenant la communauté francophone et en même temps en essayant, sur son propre territoire, de résister le plus possible, à l'invasion des termes anglophones. Je souhaiterais personnellement que chaque pays en Europe mette plus consciemment en avant ses particularités, parmi lesquelles sa langue.

Est-ce qu'on ne pourrait reprocher à la France de méconnaître le poids qu'a l'anglais un peu partout dans le monde et dans tous les domaines de la vie moderne?

Il ne s'agit pas d'être hostile à l'égard de l'anglais ou de vouloir disputer à l'anglais la place qui lui revient. Il s'agit de veiller à ce que le pluralisme des langues soit assuré. Globalisme économique ne doit pas signifier assimilation de la culture et de la pensée d'autant plus que l'anglais tel qu'il se présente souvent en dehors des pays anglophones n'a plus rien d'une langue de culture, c'est un pidgin, une langue terriblement estropiée qui se fait entendre.

L'agriculteur écologiste José Bové, récemment condamné par un tribunal français à trois mois de prison ferme pour ses actions contre McDonald's en France, s'est fait connaître par le public mondial en jouant les trouble-fête au Forum économique de Davos et à la réunion de l'OMC à Seattle. Il a fait de la sauvegarde de la diversité, en l'occurrence de la diversité agro-alimentaire, son cheval de bataille. Avec plus de 200 sortes de fromages – si vous me passez ce petit clin d'œil – la France semble aujourd'hui être bien partie pour se faire défenseur de la diversité.

Aujourd'hui, beaucoup de personnes, qui critiquent la globalisation, critiquent aussi l'interprétation dominante de la globalisation. Cette interprétation dominante, c'est l'homogénéisation. Or, les gens ne veulent pas être homogénéisés. Ils interprètent la globalisation comme étant finalement la participation de tous à un projet commun. Ils réclament la participation de tous avec les identités de chacun, avec les caractéristiques culturelles, économiques et politiques de chacun. José Bové lutte depuis des années contre ce qu'il



Jasper Johns, *Green Angel*, 1990, Grüner Engel. Enkaustik und Sand auf Leinwand, 190,8 x 127,4 cm. Sammlung Walker Art Center, Minneapolis. Anonyme Schenkung zu Ehren von Martin und Mildred Friedman, 1990.

appelle justement «l'homogénéisation» et l'invasion des semences OGM américaines, en d'autres termes l'utilisation de la semence américaine sur toute la Terre. Globalisation oui si c'est pour plus de solidarité entre les êtres humains, mais il s'agit d'éviter que les ficelles de la globalisation soient tenues par une seule puissance, en l'occurrence les Etats-Unis. D'ailleurs, un grand danger de l'uniformisation me semble largement sous-estimé jusqu'à présent: en imposant un même modèle partout, on finira par provoquer, ici ou là, la renaissance des nationalismes et des intégrismes.

Si «l'américanisation» de la culture européenne, la discrimination de la population noire, le potentiel militaire déployé en Europe occidentale préoccupait la gauche jusqu'en 1989, c'est, depuis la chute du Mur, aux milieux bourgeois de se soucier du rôle

d'arbitre du monde que les USA tiennent sans concurrence aucune d'autres puissances.

Effectivement, aujourd'hui, l'idée d'un contrepoids qui limiterait l'influence des Etats-Unis, se répand largement. Or, vu l'évolution économique, politique et géo-stratégique des dernières décennies, cette idée se révèle difficile à réaliser. Aujourd'hui, 85 pour cent des échanges commerciaux dans le monde s'effectuent dans le triangle que forment les Etats-Unis, l'Europe occidentale et le Japon avec la Corée du Sud et l'Asie du Sud-Est. Et qui assure la défense de ces trois parties du monde? Ce sont les Etats-Unis en tant que puissance hégémonique qui a une suprématie militaire sur ces trois pôles-là. Il n'y a pas d'autonomie en matière de défense ni du Japon, ni de l'Europe. Situation semblable sur les Balkans: les guerres en Bosnie et au Kosovo ont très clairement révélé que l'Europe n'est pas une puissance suffisamment forte pour jouer l'arbitre militaire dans les poudrières qui se trouvent devant ses portes. L'Europe n'est pas en mesure d'appliquer une politique dont elle a aussi dessiné les contours. C'est la raison pour laquelle le Vieux Continent est contraint d'accepter de se faire amener de force par les Etats-Unis là où il ne veut pas forcément aller. Donc, il faudrait que l'Europe ait une défense autonome, une politique étrangère autonome qui ressemble un peu au projet de l'Europe. Il est clair que les projets de l'Europe peuvent rejoindre ceux des Etats-Unis parce que nous suivons les mêmes valeurs en matière de défense des droits de l'homme, des droits de la nature, etc. Mais chacun les défend avec son style.

Les questions de la peine de mort, et du port d'armes des particuliers semblent révéler des différences mentales insurmontables

Antisemitismus

Der «Antisemitismus» ist eine Aberration, aber auch eine enigmatische Erscheinung, und dies in Europa und Nordamerika um so mehr, weil Juden und europäische und nordamerikanische Nicht-Juden in fast jedem denkbaren Bereich menschlicher Existenz fast ununterscheidbar ähnlich sind, vor allem deshalb, weil ihre religiösen, philosophischen, kulturellen und intellektuellen Wurzeln weitgehend die gleichen sind.

HEINZ ALBERS-SCHÖNBERG, in: *Die Schweiz und die jüdischen Flüchtlinge 1933-1945, Eine unabhängige Studie*, Th. Gut Verlag, Stäfa 2000, S. 245.

entre les Etats-Unis et l'Europe. Comment réagissent les intellectuels américains par rapport à ces problèmes?

José Bové lutte depuis des années contre ce qu'il appelle justement «l'homogénéisation» et l'invasion des semences OGM américaines, en d'autres termes l'utilisation de la semence américaine sur toute la Terre.

Je pense que, depuis la guerre de Vietnam, les intellectuels aux Etats-Unis se font mieux entendre qu'avant 1968. Noam Chomsky se soucie régulièrement du sort fait aux jeunes Noirs, de la peine de mort, des injustices raciales, donc tout ce que nous dénonçons également en Europe. Une des armes les plus nouvelles et les plus efficaces est le développement des Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui ont constitué une grande partie de l'opposition à Seattle lors de la réunion de l'OMC. Cependant, aux Etats-Unis, les médias restent encore trop fermés aux propos des intellectuels. Alors que Noam Chomsky est très connu en Europe, il l'est sans doute moins aux Etats-Unis, parce que les médias se méfient de toute critique de la politique américaine qui vient des universités. Il y a là une grande différence par rapport à l'Europe.

Il me semble pourtant que, en dehors des intérêts communs, il a y aussi des responsabilités du côté des Européens qui ne peuvent pas être partagées: l'Afrique par exemple.

Effectivement, il y a là une responsabilité historique qui nous pèse, car nous nous trouvons face à près de cinq cents millions de personnes dont la pauvreté nous rappelle que les anciennes puissances coloniales les ont laissées seules pendant des décennies. Le Japon, les Etats-Unis sont trop loin pour ressentir la nécessité de devoir s'investir. Et si les Africains, abandonnés dans un état de détresse extrêmement inquiétant, décident un jour de laisser derrière eux le continent noir, ce ne serait ni au Japon, ni aux Etats-Unis qu'ils viendraient, mais, à juste titre, chez nous. ♦